

Kabrda, Josef

L'Étude du féodalisme turc-ottoman dans l'historiographie bulgare

Sborník prací Filozofické fakulty brněnské univerzity. C, Řada historická.
1962, vol. 11, iss. C9, pp. [129]-144

Stable URL (handle): <https://hdl.handle.net/11222.digilib/101891>

Access Date: 28. 11. 2024

Version: 20220831

Terms of use: Digital Library of the Faculty of Arts, Masaryk University provides access to digitized documents strictly for personal use, unless otherwise specified.

JOSEF KABRDA

L'ÉTUDE DU FÉODALISME TURC-OTTOMAN DANS L'HISTORIOGRAPHIE BULGARE

Les spécialistes n'ignorent pas que la période de la domination ottomane dans les Balkans n'est pas encore étudiée d'une façon satisfaisante. Où en est parvenue, dans ce domaine, l'historiographie balkanique, on s'en convaincra en consultant les travaux synthétiques parus ces années dernières, qui traitent l'histoire des peuples balkaniques. Il s'agit des travaux composés, soit par le collectif des spécialistes, soit par les auteurs individuels. Ils présentent une vue d'ensemble de l'époque turque de l'histoire nationale des pays susdits.

Actuellement, l'histoire des peuples de la Yougoslavie sous la domination ottomane est traitée, d'une façon plus détaillée, dans le deuxième tome de l'*Historija naroda Jugoslavije* (Belgrade 1960). Cette œuvre collective décrit la période allant du début du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle. Un aperçu critique des sources historiques et de la littérature spécialisée augmente la valeur de l'ouvrage en question.

L'historien grec progressiste bien connu, G. K. K o r d a t o s (décédé récemment), a consacré à la „tourkokratia“ plusieurs fois séculaire un livre spécial: *Ιστορία της Νεώτερης Ελλάδας. Α'. Τουρκοκρατία* (Athènes 1957).

Quant à la période turque de l'histoire bulgare, elle est résumée, à la base des recherches les plus récentes, dans plusieurs travaux collectifs bulgares et russes, tels que *Istorija na Bălgarija* (I. Sofia 1954; 2^{ème} édition 1961), *Kratka istorija na Bălgarija* (Sofia 1958). *Istorija Bolgarij* (t. I, Moscou 1954). On citera encore l'ouvrage de N. S. D ě r ž a v i n: *Istorija Bolgarij. III. Bolgarskij narod pod tureckim vladycestvom* (Moscou—Leningrade 1947).

Enfin, sur le passé du peuple albanais sous la domination ottomane, nous en sommes renseignés (jusqu'à 1839) par les chapitres respectifs du premier tome de l'Histoire de l'Albanie (*Historia e Shqipërisë*), publié en 1959 par l'Institut d'histoire de l'Université d'État à Tirana.

Dans leur ensemble, les travaux synthétiques mentionnés présentent un précis historique des Balkans asservis par les Osmanlis, précis plus ou moins détaillé et approfondi — conformément à l'évolution des conditions locales dans les différentes parties de la Péninsule à l'époque turque, au caractère et au nombre des sources historiques utilisées ainsi qu'à la disposition et à l'étendue des ouvrages eux-mêmes. Evidemment, si l'on veut s'initier aux détails de l'histoire en question, on s'adressera à des monographies spéciales ainsi qu'à de nombreux articles dispersés dans différentes revues.

Cependant, on doit constater que bien des problèmes historiques n'ont pas encore trouvé leur solution définitive, la solution de plusieurs d'entre eux étant

à peine même abordée. Les progrès de leur étude dépendent surtout des recherches heuristiques plus systématiques, plus étendues. C'est sur les pièces d'archives turques que l'on doit porter son attention plus particulière, car c'est d'elles que l'on profitera le plus. Ainsi, par exemple, l'étude des problèmes du féodalisme turc-ottoman qui constitue la base des recherches portant sur l'histoire économique et sociale des pays balkaniques pendant plusieurs siècles, met en relief l'importance de la documentation turque. L'historiographie bulgare et yougoslave actuelle nous en offre des preuves bien significatives.

Pour ce qui est de la période turque de l'histoire nationale, elle était déjà traitée par l'historiographie bourgeoise bulgare. Les résultats de ces recherches sont réunis dans l'Histoire bulgare (*Bǎlgarska istorija*, II), publiée par Ivan P a s t u h o v en 1943. Cependant, depuis la libération du pays en 1944, l'historiographie bulgare, en s'étant assimilée la méthodologie scientifique marxiste, cherche à étudier la période turque sous de nouveaux aspects, elle se pose de nouveaux problèmes à résoudre et elle a déjà enregistré quelques succès importants dans le domaine mentionné. Actuellement, les historiens bulgares s'attaquent, entre autre, avec persévérance à l'étude des conditions féodales existant en Bulgarie pendant la domination ottomane. Ils ont déjà présenté plusieurs contributions de valeur concernant diverses questions du féodalisme turc appliqué jadis en Bulgarie ainsi que sur le reste du territoire balkanique occupé. Dans ce qui suit, nous allons passer en revue les résultats positifs de leurs recherches. Il est opportun de faire ressortir que les études des historiens-turquistes bulgares, bien que fixées sur les problèmes de l'histoire nationale, dépassent le cadre étroit du territoire bulgare: étant donné que les institutions féodales ottomanes avaient été introduites dans tous les pays occupés des Balkans et que, en substance, elles avaient le même caractère, les études des savants bulgares peuvent être utiles, pour des raisons de simple analogie, même à l'historiographie des autres pays balkaniques et danubiens.

*

Le premier des turquistes bulgares qui s'était intéressé aux problèmes du féodalisme turc-ottoman en utilisant les sources historiques turques, a été D. A. I h ě i e v. A mesure qu'il étudiait les pièces d'archives turques qu'il avait à sa disposition,¹ il se heurtait constamment à différentes questions regardant les rapports mutuels entre les feudataires ottomans (*sipāhī*) et les paysans dépendants (*ra'āyā*), l'exploitation féodale de ces derniers, la rente féodale, etc.

Sans avoir une érudition spéciale historique, mais connaissant bien la langue osmanlie, il a essayé de traiter certains problèmes historiques en s'appuyant sur de nombreux matériaux d'archives turcs. Dans une de ses études, intitulée *Prinos kām vāprosa za spahiite v osmanskata dāržava i turski dokumenti vārhu tjah* (Sbornik za narodni umotvorenija, nauka i knižnina. XXV. Sofia, 1909, pp. 95), après avoir touché brièvement l'institution des fiefs militaires turcs, I ě i e v s'est arrêté plus longuement sur le système fiscal appliqué dans le cadre de l'institution, sur les différents éléments de la rente féodale; il a présenté une liste de redevances dues par les *ra'āyā* à leurs seigneurs. Il a appuyé son exposé par la traduction ou par les extraits de plusieurs dizaines de documents tirés des sidjills. L'étude est déjà vieillie, elle est dépassée par les travaux récents des turquistes bulgares marxistes, mais on y trouvera toujours quelques détails dont on peut tirer profit.

Dans une série d'articles, Ihčiev a abordé le problème de l'existence des soi-disant „groupes privilégiés“ de la population bulgare aux temps de la domination turque.² Au point de vue de l'histoire économique, sociale et juridique de la Bulgarie pendant les premiers quatre siècles de l'occupation étrangère, c'est un sujet bien intéressant qui attirera, dans la suite, l'attention des historiens, car nous sommes encore peu renseignés sur la structure sociale de la population bulgare et turque à l'époque.

Ihčiev avait établi plus d'une vingtaine de „groupes privilégiés“ parmi les *ra'āyā* bulgares (voynouks, fauconniers, gardes des défilés, mineurs, charbonniers, etc.): il les a caractérisés en y apportant toujours un peu d'histoire. En même temps, il s'était efforcé de documenter ses observations par la traduction des firmans et de divers actes relatifs aux „privilégiés“. Pour bien mesurer la nature et l'étendue de ces „privilèges“ et en apprécier les avantages (ils devaient consister en l'exemption de certains impôts), on aurait besoin d'un critère qui résulterait de la juste interprétation des formes de l'exploitation féodale des *ra'āyā*. Cependant, Ihčiev ne s'était servi que de certaines indications offertes par les sources turques, sans saisir toutefois la situation et les obligations des „privilégiés“ dans leur ensemble. D'après les recherches récentes des turquistes bulgares, les privilèges en question semblent se révéler — au moins pour ce qui est de certaines catégories des „privilégiés“ — plutôt fictifs que réels (cf. plus bas). Néanmoins, l'existence de tels groupes de la population bulgare, chargés de services spéciaux envers le pouvoir central, est hors de doute. Les recherches ultérieures portant sur ces problèmes contribueront à les élucider et, par la suite, à établir la place de ces groupes sociaux dans la structure de la société féodale turco-bulgare. Notons encore que la question des soi-disant „groupes privilégiés“ n'est pas réduite au milieu bulgare, étant donné que de telles catégories de la population existaient alors aussi dans les autres régions balkaniques.

Bien que D. Ihčiev n'ait pas traité d'autres problèmes relatifs au féodalisme turc-ottoman, il faut faire observer qu'il avait publié en bulgare des centaines de documents turcs qui fournissent de nombreuses données susceptibles de servir à l'étude de différentes questions du féodalisme en Bulgarie (et dans les Balkans en général) pendant la domination ottomane (propriété foncière, fiefs militaires, formes de l'exploitation féodale, corporations des artisans, fondations pieuses-*vakıf*, etc.).³ Mais en utilisant ses traductions, on doit procéder avec prudence, car elles sont parfois trop libres, pas toujours précises, et elles sont souvent complétées par les explications du traducteur insérées dans le texte, sans que cela soit signalé à part. De même, on préférera toujours de vérifier les dates des documents converties par Ihčiev. Enfin, la même prudence s'impose lorsqu'on veut reproduire les noms propres cités dans les textes traduits. Il est à regretter que Ihčiev n'ait jamais fait accompagner — à quelques exceptions près — ses traductions de fac-similés des documents.

Malgré les défauts constatés dans les travaux de D. Ihčiev, on reconnaîtra à celui-ci les efforts qu'il avait prodigués en vue d'appeler l'attention des historiens nationaux sur de riches sources de matériaux historiques très importants qui, jusqu'alors, n'étaient presque pas connus du public bulgare. On n'oubliera pas non plus que, par ses traductions, il a suggéré un nombre de questions historiques que les turquistes bulgares se mettent à étudier systématiquement et avec succès.

Après les études que D. Ihčiev avait publiées dans la première décennie de notre siècle, l'historiographie bulgare devait attendre presque quarante ans avant que les recherches relatives aux problèmes du féodalisme turc-ottoman proprement dit eussent été reprises de la part des spécialistes indigènes. Ce n'est qu'en 1947 que parut une étude de Gălăb D. Gălăbov, consacrée à l'analyse des principes de la propriété foncière dans l'Empire ottoman et spécialement en Bulgarie sous la domination turque (*Za osnovnite oštala na pozemelnata sobstvenost v Osmanskata imperija i specialno v Bălgarija pod tursko vladicestvo*. Godišnik na Sofijskija universitet. Istor.-filolog. fakultet. XLIII. Sofia 1947, pp. 92). L'étude est fondée sur les documents officiels turcs provenant des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Après avoir jeté un coup d'œil sur l'organisation judiciaire dans l'Empire ottoman, l'auteur touche le système foncier en pays d'Islam, examine le classement des terres dans l'ancienne Turquie, s'arrête plus particulièrement sur le problème de l'état juridique de différentes catégories des terres et de celui de leurs possesseurs.

Dans une autre étude portant sur certains problèmes économiques de la propriété foncière féodale turque (*Po njakoi văprosi na turskoto feodalno zemelovlădenije*. Izvestija na Ikonomičeskija institut. VI/9. Sofia 1955, p. 165—189), G. Gălăbov a réexaminé, d'un nouveau point de vue méthodologique, le problème du classement des terres dans l'ancien Empire ottoman; il veut distinguer les terres sous le régime privé, les terres sous le régime de propriété conditionnelle, les terres de tchiflik ainsi que les terres sous le régime d'usufruit collectif. Quant au problème de la propriété des *ra'âyâ* bulgares sur les terres domaniales, l'auteur aboutit à la conclusion que la possession viagère et héréditaire de la terre de la part des *ra'âyâ* peut être qualifiée comme une „propriété conditionnelle, dépendante“.

Il est vrai que, d'une part, les points de vue de Gălăbov, concernant les problèmes du classement des terres et ceux de la propriété foncière des *ra'âyâ*, sont susceptibles de ne pas être acceptés tels quels par les spécialistes,⁴ de l'autre part, on doit admettre que c'est M. Gălăbov seul qui se soit occupé d'une façon plus approfondie des problèmes en question et qui ait risqué d'émettre ses propres opinions ou de proposer de nouvelles solutions originales. Ajoutons encore que les deux exposés de l'auteur sont suivis de la traduction d'une quantité de documents turcs.

Parmi les travaux de G. Gălăbov ayant trait aux conditions féodales en Bulgarie, on signalera encore deux études consacrées au problème des *voynuk*: *Njakolko stari osmanoturski dărzăvni dokumenti otnosno vojniganite* (Godišnik na Sofijskija universitet. Istor.-filolog. fakultet. XXXIV/2. Sofia 1938, pp. 69) et *Tri stari zakona i drugi osmanoturski dokumenti otnosno vojniganite* (Godišnik . . . XXXIX, 1943, pp. 98). L'auteur y traite le problème de l'état juridique, de l'organisation et celui des obligations des *voynuk* qui représentaient un groupe à part de la population bulgare, chargé de services spéciaux paramilitaires (notamment service dans les Ecuries impériales), en compensation desquels ils étaient avantagés par le système fiscal. Les deux traités s'appuient sur de nombreuses sources turques dont une partie y est publiée en texte turc et traduction bulgare.

M. Gălăbov a pu aussi être utile à l'historiographie nationale en tant que traducteur expérimenté des sources turques. Parmi les documents qu'il avait traduits ou résumés, il y en a beaucoup qui contiennent d'importants matériaux

concernant divers problèmes du féodalisme turc. Pour nous en convaincre, il suffit de feuilleter le livre *Die Protokollbücher des Kadiamtes Sofia* (Munich 1960, pp. 462), publié en collaboration avec l'orientaliste viennois, le professeur H. Duda; une grande partie de 1200 résumés plus ou moins détaillés des protocoles judiciaires, des firmans et des bérats, datés des XVI^e et XVII^e siècles et tirés des registres des cadis de Sofia, touchent aux institutions féodales, à la rente féodale, aux *voynouk* et fauconniers, aux artisans, etc., etc.

De même, M. Gălăbov a participé à la rédaction du premier tome des sources turques relatives à l'histoire bulgare (*Turski izvori za bălgarska istorija*. Sofia 1959, pp. 156), édition de l'Académie bulgare des sciences. Il s'agit d'un recueil de lois, règlements, instructions et d'autres matériaux ayant rapport à la législation agraire turque et publiés depuis 1858 jusqu'en 1877; certains matériaux traitent avant tout les questions agraires et fiscales dans le vilayet de Danube. Une bonne partie de ces documents ont été traduits par Gălăbov.

Le turquisant bulgare a mérité aussi de l'édition des sources turques pour l'histoire du droit dans les pays bulgares sous l'administration ottomane: *Turski izvori za istorijata na pravoto v bălgarskite zemi* (I. Sofia 1961, pp. 335). Il est question d'un recueil de *kānūnnāme* concernant soit l'Empire ottoman en général, soit les différents sandjaks rouméliotes, ainsi que certaines catégories de la population de la Roumélie (voynouks, *yürüks*, tziganes, etc.). On y trouvera aussi une quantité de firmans et protocoles judiciaires portant sur certains problèmes du droit foncier féodal ou sur l'institution des voynouks. Les matériaux en question provenant des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles ont été traduits par Gălăbov et plusieurs autres turquisants bulgares. On pourrait exprimer certaines observations à propos de l'édition de ces matériaux et de leur traduction, mais on doit accueillir avec reconnaissance la publication des sources dont l'historiographie bulgare ne fera que profiter.

D'autres pièces d'archives turques, parmi lesquelles il y en a quelques unes qui portent de même sur les conditions féodales en Bulgarie, ont été publiées en bulgare par M. Gălăbov dans les articles suivants: *Pod praha na arhivite* (Serdika. V/5-10. Sofia 1940), *Osmānoturski izvori za istorijata na Sofija* (Ibidem, VI/1-6, 1942), *Sultanski ferman v zaštita pravata na žitelite na selo Sejtanovo, Asenovgradska okoliija* (Izvestija na Bălgarskoto istor. družestvo. XIX—XX. Sofia 1944, p. 161—170).

Les traductions de M. Gălăbov sont précises, sûres.

Dans sa thèse de doctorat intitulée *Die Ğizya (Kopfsteuer) im Osmanischen Reich mit besonderer Berücksichtigung von Bulgarien* (Leipzig 1942), l'orientaliste bulgare Boris Nedkov s'est occupé de la capitation dite *cizye* dont étaient frappés, dans l'ancien Empire ottoman, les non-musulmans adultes et capables de travailler. Un extrait bulgare de cette étude (*Pogolovnijat danāk v Osmanskata imperija s oĝled na Bălgarija*) a été publié dans la revue *Istoričeski pregled* (II/1, Sofia 1945—1946, p. 18—33).

Actuellement, plusieurs turquisants bulgares se vouent aux recherches systématiques concernant le féodalisme turc-ottoman, spécialement en Bulgarie. Certes, d'autres historiens bulgares s'intéressent à ces problèmes et se prononcent sur eux en se servant des données de sources turques, fournies par les turquisants.

Dans ce qui suit, nous allons nous borner aux résultats des recherches faites par ces derniers.

Après plusieurs études préparatoires, dans lesquelles Mme B. A. Cvetkova, candidat des sciences historiques, avait tracé les traits caractéristiques du féodalisme ottoman (*Harakterni čerti na osmanskija feodalizām v bālgarskite zemi*. Istor. pregled. VII. 1951, p. 380—392), esquissé les conditions agraires sur le territoire bulgare pendant les premiers siècles de l'occupation turque (*Pozemlenite otnošenija v bālgarskite zemi pod osmansko vladičestvo do sredata na XVII vek*. Ibidem, VII, p. 158—192), signalé les différences de classe dans la société bulgare à l'époque turque (*Kām vāprosa za klasovite različija v bālgarskoto obštество prez epohata na turskoto vladičestvo*. Ibidem, VIII, 1951, p. 166—174; on y ajoutera un autre article de l'auteur, publié par la suite et relatif au même problème: *Novyje dannyje o hristianah-spahijah na Balkanskom poluostrrove v period tureckogo gospodstva*. Vizantijskij vremennik. XIII. Moskva 1957, p. 184—197), examiné le problème de l'esclavage dans l'ancien Empire ottoman et spécialement en territoire bulgare (*Robstvoto v Osmanskata imperija i po-specialno v bālgarskite zemi pod turska vlast*. Istor. pregled. X. 1954, p. 82—100), elle a résumé les résultats de ses recherches productives dans la monographie *Prinos kām izučavaneto na turskija feodalizām v bālgarskite zemi prez XV—XVI v*. (*Izvestija na Instituta za bālgar. istorija*. V. Sofia 1954, p. 71—153; VI, 1956, p. 115—191).

Comme il s'en suit du titre même du traité, il ne s'agit que d'une „contribution à l'étude du régime féodal turc en Bulgarie aux XV^e et XVI^e siècles“, toutefois on doit constater que c'est pour la première fois dans l'historiographie bulgare qu'un chercheur avait essayé de s'engager — avec une connaissance critique des sources turques et du point de vue marxiste — dans l'étude difficile des principaux problèmes économiques et sociaux de l'histoire bulgare sous la domination ottomane.

Après avoir passé en revue les sources les plus importantes utilisées dans l'ouvrage, et après une analyse critique des travaux des auteurs bourgeois et marxistes, autant que ceux-ci s'intéressaient au féodalisme turc-ottoman, Mme Cvetkova traite les problèmes concernant l'aspect de l'économie et le caractère de l'agriculture ottomane féodale en Bulgarie aux XV^e et XVI^e siècles, en fixant son attention sur le développement de l'agriculture, de l'élevage, des métiers et du commerce. Elle examine le problème de la possession des terres dans l'Empire ottoman, s'arrête sur les institutions féodales ainsi que sur les rapports féodaux, étudie les formes de l'exploitation des *ra'āyā* et celles de la lutte de la population dépendante contre le joug féodal turc à l'époque. Elle base son exposé sur de nombreuses sources historiques contemporaines turques et non turques.

Bien que l'on puisse avoir des réserves contre certaines assertions de l'auteur qui semblent être prématurées ou discutables parce qu'elles s'appuient sur les données historiques parfois trop isolées au point de vue de temps ou de lieu, et qui, de la sorte, n'ont pas toujours une force démonstrative suffisante, on doit constater que l'étude mentionnée de Mme Cvetkova représente — pour ainsi dire — un travail de pionnier qui a préparé, dans l'historiographie bulgare, les voies des recherches ultérieures dans ce domaine.⁵

En poursuivant son étude du régime féodal turc, la jeune femme turquisant bulgare a publié deux articles consacrés aux problèmes de l'évolution de ce

régime durant la période de sa décomposition: 1. *Turskijat feodalizām i položenieto na bālgarskija narod do načaloto na XIX vek* (Istor. pregled. XI. 1955, p. 59—86). 2. *L'évolution du régime féodal turc de la fin du XVI^e jusqu'au milieu du XVIII^e siècle* (Recueil des Etudes historiques à l'occasion du XI^e Congrès international des sciences historiques. Sofia 1960, p. 171—206).

L'auteur essaie d'établir et de documenter les changements intervenus dans le système féodal de l'Empire ottoman à partir de la fin du XVI^e siècle, changements qui ont modifié profondément la nature et l'aspect de la possession féodale militaire et qui, par leurs conséquences, ont concouru d'une façon essentielle et décisive au déclin militaire et politique de l'Empire. En s'appuyant toujours sur les sources turques souvent inédites, il relève les principaux facteurs qui ont contribué aux modifications du système féodal: efforts du pouvoir central pour augmenter ses ressources en vue de surmonter les difficultés financières de l'Etat, agrandissement des domaines du sultan au détriment des fiefs des *sipāhī*, application des concessions à ferme (*iltizām*) sur les fiefs militaires, sur les *mukāṭa'a* (sources de revenus publics concédés à ferme à des particuliers), introduction du système des *mālikāne* (concessions à vie des *mukāṭa'a*), etc. Lesdites modifications se manifestaient surtout par la concentration progressive des fiefs militaires entre les mains des grands seigneurs féodaux et de l'aristocratie de la cour ou entre celles des nouveaux feudataires d'origine roturière, par la tendance à soustraire ces fiefs à la dépendance du pouvoir central et à les transformer en propriétés privées et héréditaires, par la ruine d'une grande partie de petits feudataires militaires, par la diminution des effectifs de l'armée territoriale des *sipāhī*, par le désordre total dans le cadastre, etc.

L'auteur cherche à démontrer que ces changements résultaient avant tout de la pénétration du capital commercial et usurier dans la sphère de la propriété foncière féodale militaire ottomane, sans que celui-ci, cependant, contribuât à la naissance d'une nouvelle organisation sociale plus progressiste, et il conclut que pourtant ces changements „préparèrent le terrain à des modifications ultérieures dans le système féodal ottoman au cours de la deuxième moitié du XVIII^e et au XIX^e siècle, qui devaient lui porter le coup de grâce. La transformation des anciens fiefs militaires en domaines privés et héréditaires fut la base sur laquelle apparurent plus tard les tchifliks — formes nouvelles de la propriété foncière féodale dans les conditions des rapports capitalistes naissants“ (p. 203).

Dans cet ordre d'idées, il faut citer un autre article de B. Cvetkova, celui qui traite le système des concessions à ferme (*iltizām*) de différentes sources de revenus de l'Etat, système qui fut pratiqué dans l'ancien Empire ottoman surtout au cours des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles: *Otkupnata sistema (iltizam) v Osman-skata imperija prez XVI—XVIII v. s ogled na bālgarskite zemi* (Izvestija na Institutu za pravni nauki. XI/2. Sofia 1960, p. 195—223).

En puisant abondamment dans les sources turques, publiées ou inédites, l'auteur tâche de saisir les traits les plus caractéristiques de ce système qui a joué un rôle important dans le développement économique et social de l'Empire, de fixer sa place dans le féodalisme ottoman et d'indiquer les tendances de son évolution. Il aborde le problème par la mention des conditions sous lesquelles le système d'*iltizām* fut introduit dans l'Empire, puis il rappelle les sortes de revenus et d'autres biens devenus objet de l'*iltizām*, s'étend sur la procédure des prises à ferme, sur les concessionnaires (*mültezim*) et leurs garants, sur le réaffermage des concessions, sur les *mālikāne*, sur les abus commis par les *mül-*

tezim, sur l'aggravation de l'exploitation des masses de la population, et finit par signaler les répercussions de ce système dans la situation économique et financière de l'État.

Le problème de l'évolution du régime féodal turc en Bulgarie aux XVII^e et XVIII^e siècles n'était pas encore étudié en détails et d'une façon approfondie. Il est vrai que l'on n'était pas sans savoir certains changements intervenus dans le féodalisme ottoman pendant cette époque, mais sans l'utilisation des matériaux d'archives turcs il était impossible de se faire une idée plus précise, plus concrète de ces changements, d'en expliquer les causes et la marche. B. Cvetkova a tenté d'aborder le problème à l'aide des sources turques. Certes, elle n'a pas prétendu de pouvoir résoudre le problème, étant donné que la base heuristique reste encore restreinte, mais elle a posé du moins les fondements des recherches ultérieures poursuivies dans ce domaine, en indiquant les sources à utiliser et en esquissant les principaux traits du problème.

Les trois études mentionnées ont une importance particulière puisqu'elles ont été élaborées à la base d'un grand nombre de documents turcs qui, jusqu'ici, n'ont pas encore été mis à profit.

Dans l'ancien Empire ottoman, il existait une bonne quantité d'impositions et d'obligations de toute sorte dont le bénéficiaire était l'État lui-même, le fisc. Il est question des redevances et charges extraordinaires réunies sous le nom de *'avāriz-i divāniyye ve tekālif-i 'örfiyye* qui constituaient une partie de la rente féodale perçue par le fisc. C'est sur ce problème peu étudié que Mme Cvetkova a fixé son attention. Les résultats de ses efforts heuristiques ont été publiés dans le livre paru sous le titre *Izvānredni danāci i dāržavni povinnosti v bālgarskite zemi pod turska vlast* (Sofia 1958, pp. 226).

A part quelques critiques pas toujours justifiées des turquismes bulgares reprochant à l'auteur certains défauts méthodologiques ou formels,⁶ il faut reconnaître que B. Cvetkova a réussi à présenter un travail intéressant et utile abondant en données concrètes et instructives, puisées dans la masse de documents d'archives turcs inédits. On constatera que c'est pour la première fois qu'un tel problème a été étudié dans son ensemble et d'une façon détaillée à l'aide des sources officielles turques, relatives surtout au territoire bulgare.

L'auteur répartit la catégorie des *'avāriz-i divāniyye ve tekālif-i 'örfiyye* en trois groupes fondamentaux conformément aux trois formes de la rente féodale: impôts en argent, réquisitions ou ventes par contrainte de différents produits alimentaires et provisions (pour les besoins de l'État et de l'armée), diverses obligations envers l'État et corvées. Il étudie les différents impôts et obligations au cours de leur existence de plusieurs siècles en cherchant à les caractériser, à indiquer le système de leur imposition et perception, à établir leurs destinations et montants, à montrer les changements éventuels qu'ils devaient subir avec le temps, etc. „L'étude révèle que la catégorie d'impôts traités a été, durant les siècles, l'une des principales sources de revenus pour l'entretien de l'appareil de l'État ottoman et particulièrement pour le renforcement et le développement de l'organisation militaire ottomane“ (p. 226).

Naturellement, les recouvrements ne se passaient pas sans abus et contraintes commis par les autorités ou par les percepteurs ce qui augmentait davantage les charges fiscales sous le fardeau desquelles souffraient les masses exploitées. L'auteur ne manque pas de citer de tels abus attestés par les documents.

Dans les derniers chapitres du livre, l'auteur examine les catégories de la

population dépendante, exemptées d'impôts et de charges extraordinaires, et rappelle certaines manifestations de la résistance des *ra'āyā* à la perception des *'avārız-ı divāniyye ve tekālîf-i 'örfiyye*.

On peut avoir d'autres points de vue quant à la classification des impôts extraordinaires que l'auteur avait compris dans le groupe des *'avārız-ı divāniyye ve tekālîf-i 'örfiyye*, il se peut que l'exposé lui-même semble ne pas être toujours „équilibré“ ce qui est dû, sans aucun doute, à l'état actuel des recherches heuristiques ou à la fluctuation et l'évolution des différents éléments desdites catégories fiscales au cours de plusieurs siècles, de même il est vrai que les sources historiques disponibles n'ont pas permis à l'auteur d'arriver parfois à des conclusions définitives sur tel ou tel problème, mais — en consultant le livre de Mme Cvetkova on doit constater que l'auteur n'a pas ménagé ses forces afin de recueillir le plus possible de matériaux de sources authentiques (d'ailleurs pas toujours aisément accessibles!) relatifs aux problèmes donnés, et afin d'essayer de les systématiser. L'ouvrage de Mme Cvetkova représente une contribution très utile à l'historiographie bulgare (et balkanique en général), surtout grâce à de nombreux matériaux historiques importants aussi bien qu'intéressants qu'il comporte.

Notons encore que B. Cvetkova a publié deux petits articles sur quelques problèmes fiscaux qui ont déjà été traités dans le livre dont nous venons de faire mention: 1. *Contribution à l'étude des impôts extraordinaires en Bulgarie sous la domination turque* (Rocznik Orientalistyczny. XXIII/1. Varsovie 1959, p. 57—65). 2. *Obciążenia podatkowe raji w Bułgarii w czasie niewoli tureckiej, związane z utrzymaniem zajazdów (menzili)* (Przegląd Orientalistyczny. Nr. 2 [26]. Varsovie 1958, p. 193—198). Dans le premier article, il est question d'une redevance en nature, dite *nüzül* (*bedel-i nüzül*), portant sur certains produits alimentaires et perçue en Bulgarie (aussi bien que dans les autres pays occupés) aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Dans le deuxième article, il s'agit des obligations imposées aux *ra'āyā* en vue d'entretenir par leurs propres moyens les stations des routes (*menzil*).

Nous avons déjà touché au problème de l'existence, à l'époque de la domination ottomane, de certaines catégories de la population bulgare chargées de services spéciaux. Ce problème attire toujours l'attention des historiens nationaux. C'est l'institution des *voynuk* qui a été étudiée d'une manière la plus détaillée. L'un de ces groupes de „privilégiés“ était représenté par les gardes des défilés — les *derbendci* auxquels B. Cvetkova a consacré une étude spéciale: *K voprosu o položenii derventdžijskogo naselenija v bolgarskih zemljah v period tureckogo gospodstva* (Učenyje zapiski Instituta slavjanovedenija. XX. Moscou 1960, p. 196—220).

Après avoir mentionné les opinions de différents auteurs au sujet des *derbendci*, B. Cvetkova essaie d'établir les débuts de cette institution (au commencement du XV^e siècle), parle de l'organisation des *derbendci* et de leurs obligations, suit leur dislocation à travers le pays, constate que les *derbendci* se recrutaient parmi les *ra'āyā* non musulmans, cherche à fixer leur place dans le système féodal de l'Empire et à montrer leur dépendance féodale, et elle finit par analyser certains avantages de caractère fiscal accordés aux *derbendci* en compensation de leur service difficile et dangereux. Inutile de dire que l'auteur s'appuie pour la plupart sur les sources d'archives turques jusqu'ici inconnues. L'article de Mme Cvetkova sur les *derbendci* est un travail réussi qui contribuera

à l'étude de la structure de la société bulgare sous la domination ottomane.

Signalons encore un article de B. Cvetkova traitant le problème de la discrimination fiscale, religieuse et nationale du peuple bulgare à l'époque turque: *O religiozno-nacional'noj diskriminacii v Bolgarii vo vremja tureckogo vladycestva* (Sovetskoje vostokovedenje, No 2. Moskva 1957, p. 78—88). L'auteur y produit une quantité de témoignages démontrant divers procédés de discrimination à l'égard du peuple bulgare au point de vue fiscal, religieux et national (oppression fiscale des sujets non musulmans, humiliations dans la vie civile, restrictions de la liberté religieuse, assimilation forcée, etc.).

Mme Cvetkova a collaboré à l'édition d'un précis de l'histoire bulgare, destiné à être traduit dans des langues étrangères: *Kratka istorija na Bălgarija* (Sofia 1958). Elle est l'auteur des chapitres décrivant le passé du peuple bulgare sous la domination turque depuis le XV^e jusqu'à la moitié du XIX^e siècle.

La jeune femme turquisant bulgare continue avec succès ses recherches productives et importantes relatives aux conditions féodales en Bulgarie à l'époque turque. A ce que nous savons, elle a pris part à l'édition des sources d'archives turques concernant l'histoire bulgare aux XV^e et XVI^e siècles. Il s'agit des matériaux très importants qui serviront de base pour l'étude approfondie de la situation économique et sociale en territoire bulgare pendant les deux premiers siècles de l'occupation étrangère. Le recueil des sources turques sera édité par l'Académie bulgare des sciences dans un proche avenir.

L'étude du féodalisme turec-ottoman, spécialement par rapport au milieu bulgare, est l'objet des recherches sérieuses faites par un autre turquisant bulgare — Mme Vera P. Mutafčieva, candidat des sciences historiques. Celle-ci concentre son attention sur l'étude des problèmes relatifs à la possession foncière féodale, à la rente féodale ainsi qu'à la structure de la société féodale dans l'Empire ottoman, surtout pendant les XV^e, XVI^e et XVII^e siècles. A ce sujet, elle a déjà publié plusieurs travaux de valeur, basés avant tout sur les sources d'archives d'origine turque.

Dans un article intitulé *Kăm vāprosa za čiftlicite v osmanskata imperija prez XIV—XVII v.* (Istor pregled, XIV/1. 1958, p. 34—57), V. Mutafčieva traite la catégorie agraire des *čiftlik*⁷ (fermes, exploitations rurales) et son évolution pendant les premiers siècles de l'Etat ottoman. A la base des sources authentiques turques, elle a réussi à établir plusieurs types de *čiftlik* en tant que formes de la possession foncière féodale: *čiftlik de müselleme* (possessions foncières des paysans libres chargés de service militaire), *čiftlik de mülk* (fermes accordées aux personnes de mérite, exemptées de livrer la rente féodale), *čiftlik de cebeli* (*čiftlik* situés dans les frontières des fiefs militaires, dont les possesseurs n'étaient redevables qu'envers l'Etat) et *hāssa čiftlik* (exploitations rurales personnelles des feudataires). C'est sur cette catégorie des *čiftlik* que l'auteur s'étend le plus. En concluant, il fait ressortir que les types plus anciens des *čiftlik* ne doivent pas être assimilés aux *čiftlik* qui se sont développés plus tard comme des formes nouvelles de la propriété foncière dans les conditions des rapports capitalistes naissants.

Dans un autre article — *Za sāstojanieto na spahilāka prez XV—XVII v.* (Istor. pregled, XV/3, 1959, p. 32—63) — V. Mutafčieva essaie d'éclaircir le processus de la décomposition du système de *āimār* (de *sipāhilik*) qui, primitivement, était la base de la possession foncière féodale ottomane et du régime féodal militaire.

La situation des *sipāhī* vers l'apogée de la puissance ottomane lui sert de point de départ pour son exposé. Puis, elle tâche de découvrir les causes de la décadence progressive du *sipāhīlik*, qui se manifestait à partir de la deuxième moitié du XVI^e siècle. Elle les trouve dans le processus de classe — dans le regroupement des couches féodales au sein de la classe dominante, dans l'abaissement croissant de la rentabilité des *īmār*, dû à certaines mesures du gouvernement, dans la collision des intérêts des grands („nouveaux“) et petits feudataires, etc. D'après les sources qu'elle avait analysées, on peut avancer l'idée de ce que la possession foncière féodale militaire avait cessé de subsister comme la forme principale de cette possession au cours du XVII^e siècle et qu'elle avait été substituée par d'autres formes d'un caractère généralement plus stable, qui se distinguaient par le fait que les possesseurs des terres se soustrayaient de plus en plus au service militaire.

Dans la littérature spécialisée, il maintenait la conviction que le *īmār* ottoman représentait un fief, un territoire ou le revenu d'un territoire, c'est-à-dire qu'il avait un caractère purement agraire. Dans son article *Sur le caractère du īmār ottoman* (Acta Orientalia. IX/1. Budapest 1959, p. 55—61), V. Mutafčieva a produit des preuves que le *īmār* pouvait avoir aussi le sens du revenu d'un objet non agraire, revenu qui n'était pas dû à l'exploitation des *ra'āyā*: on donnait, en effet, „en *īmār*“ aussi les revenus provenant des droits de transit, des amendes, de la capitation, de la pêche, etc.

Après avoir élucidé certains problèmes fondamentaux concernant la catégorie agraire des *çiftlik*, l'état et l'évolution des *sipāhīlik* et le caractère des *īmār*, Mme Mutafčieva a accédé à étudier la structure de la société féodale dans l'Empire ottoman.

Dans l'historiographie, on rencontre l'opinion que, dans la société ottomane, il n'existait pas une hiérarchie féodale du type européen. Cependant, vu les traits spécifiques du féodalisme turc-ottoman, on est amené à y chercher une hiérarchie féodale — de même spécifique. Dans son article *O feodal'noj ijerarhii v osmanskoj vojenno-lennoj sisteme (XV—XVI vv.)*, publié dans les *Problemy vostokovedenija* (No 3. Moscou 1959, p. 91—95), V. Mutafčieva trouve quelques éléments d'une telle hiérarchie dans la répartition des attributions fiscales des titulaires des *hāşş*, des *īmār* „libres“ et des *īmār* „non libres“; les différences entre les feudataires — en ce qui concerne la rente féodale — consistaient en le droit de perception de certains éléments de la rente: „le seigneur « non libre » ne pouvait recevoir que la moitié des revenus des « impôts libres », l'autre moitié allant au sandjakbey, tandis que le seigneur « libre » en percevait la totalité. Le sandjakbey, pour sa part, non seulement disposait du revenu total de tous les « impôts libres » de son hass, mais touchait aussi la moitié des recettes de ces impôts que la population des timars versait aux spahis (seigneurs « non libres ») et avait le droit aux sommes réalisées par la vente des confiscations que lui cédait le fisc“. Rappelons encore que les différences découlaient de la hiérarchie inhérente au système militaire du féodalisme ottoman.

L'un des principaux problèmes de l'étude du régime féodal ottoman concerne les catégories de la population dépendante (*ra'āyā*). C'est à ce problème que Mme Mutafčieva a consacré un article spécial: *Kategoriite feodalno zavisimo naselenie v našite zemi pod turska vlast prez XV—XVI v.* (Izvestija na Instituta za istorija. IX. 1960, p. 57—93). A la base des codes ottomans et d'autres documents turcs provenant des XV^e et XVI^e siècles, elle a proposé un schème des catégories

des *ra'āyā*, attestées en territoire bulgare à l'époque donnée. Les formes de l'exploitation féodale lui ont servi de critère pour la délimitation des différentes catégories.

L'auteur distingue les catégories suivantes de la population dépendante: 1. *Ra'āyā* inclus dans les fiefs militaires et redevables aux feudataires et à l'État. 2. Population à obligations spéciales cultivant les terres dites „libres“ et redevable exclusivement à l'État; les redevances ont été remplacées par une seule forme de la rente — par les prestations en nature ou en travail (ici il s'agit des services spéciaux dont cette population était chargée). 3. Population à obligations spéciales qui possédait des terres incluses dans les fiefs. Elle s'acquittait de la rente féodale due à ses seigneurs; elle était exemptée des „impôts extraordinaires“ (perçus par le fisc), ceux-ci étant remplacés par les prestations en nature ou en travail. 4. Population redevable exclusivement à l'État; il est question des *ra'āyā* des fiefs vacants (vacants seulement pour un certain temps) et de la population des villes qui n'étaient pas englobées dans les fiefs. 5. Population redevable uniquement à son seigneur. On y range la population d'origine esclave, attachée aux *çiftlik* des grands feudataires et sujette aux formes spécifiques de l'exploitation féodale.

L'auteur aboutit à la conclusion que, dans l'Empire ottoman de l'époque, tous les *ra'āyā* étaient soumis à l'exploitation féodale dont les formes, cependant, étaient différentes. L'étendue de l'exploitation aurait été à peu près la même. Leurs formes n'étaient pas déterminées par la personne du paysan dépendant, mais par la qualité (le statut) de la terre possédée par celui-ci.

En étudiant différents problèmes du féodalisme turc-ottoman aux XV^e et XVI^e siècles, V. Mutafčieva a porté son attention sur la rente foncière féodale dont le revenu était cédé par le souverain à des feudataires particuliers, en compensation de leur service militaire ou administratif. Elle a examiné le problème donné dans deux de ses études, à savoir: *Feodalnata renta, prisvojavana ot lennija dāržatel v Osmanskata imperija, s ogleđ na našite zemi prez XV—XVI v.* (Izvestija na Instituta za bălgarska istorija. VII. 1957, p. 163—204). — *De l'exploitation féodale dans les terres de population bulgare sous la domination turque au XV^e et XVI^e siècle* (Études historiques à l'occasion du XI^e Congrès international des sciences historiques. Sofia 1960, p. 145—170).

Dans le premier traité, l'auteur s'occupe des formes de la rente féodale due par les *ra'āyā* aux possesseurs des fiefs. Il les étudie du point de vue de la classification marxiste de la rente féodale. Il constate que les prestations en travail (la corvée) étaient, à l'époque donnée, minimales et étaient souvent rachetées ou payées en espèces. Les feudataires, en effet, ne possédaient que rarement des exploitations rurales personnelles (*hāšša çiftliđi*), dans lesquelles le travail des *ra'āyā* pourrait être exploité. La rente en nature était acquittée surtout sous la forme de dîme; une partie en était parfois convertie en espèces. La rente en argent, perçue par les feudataires, se présentait sous des aspects très divers:

L'auteur s'arrête sur le problème de l'exploitation de la population des villes incluses dans les grands fiefs (*hāšš*). D'après les sources turques utilisées, les impositions dont les seigneurs bénéficiaient, grevaient surtout le commerce et l'artisanat. Les villes avaient un aspect nettement non agricole.

Enfin, l'analyse des matériaux dont l'auteur s'est servi au cours de son exposé, lui permet de conclure que, au XV^e siècle, il avait existé un équilibre approxima-

tif entre le montant de la rente en nature et celui de la rente en argent (il s'agit de la rente appropriée par les possesseurs des fiefs), tandis que, au siècle suivant, la rente en argent était déjà prédominante.

Dans la deuxième étude, V. Mutafčieva résume les différents éléments de la rente féodale que les *ra'āyā* inclus dans les fiefs devaient verser soit au fisc, soit à leurs seigneurs. Pour obtenir une idée approximative du degré de l'exploitation féodale en territoire bulgare au cours des XV^e et XVI^e siècles, elle tente d'établir le montant global de la rente féodale due par une ferme paysanne bulgare à l'époque et de le comparer avec le revenu moyen annuel de la ferme. D'après les calculs, basés sur les données des documents turcs, la rente s'élevait à 1/3—1/2 de la valeur de la production des céréales. Vers la fin du XVI^e siècle, le montant de la rente a déjà dépassé cette valeur.

Quant au rapport entre la rente perçue par le fisc et celle qui était appropriée par le feudataire, l'auteur constate que, jusqu'à la moitié du XVI^e siècle, les impositions perçues par les *sipāhī* dépassaient celles qui étaient versées au fisc, tandis que plus tard les impôts d'Etat prédominaient beaucoup.

En essayant d'éclaircir la corrélation entre les différentes formes de la rente féodale, l'auteur est arrivé à la conclusion dont il a fait mention dans l'étude précédente et que nous connaissons déjà.

Dans le système fiscal ottoman, il existait une catégorie spéciale des taxes, dite *bād-u havā*. Dans la littérature spécialisée, la signification de ce terme en tant que terme fiscal restait loin d'être éclaircie. Dans un petit article — *O osmańskie kategorii podatkovéj „bād-u havā“* [Przegląd Orientalistyczny. Nr. 3 (27). Varsovie 1958, p. 305—311] — Mme Mutafčieva a essayé d'expliquer le sens du terme. D'après elle, *bād-u havā* représentait une catégorie fiscale à part, un groupe de taxes de circonstance (taxes et amendes) appropriées par les feudataires. Elle fait ressortir que *bād-u havā* faisait partie des soi-disant „taxes libres“ (*rūsūm-i serbestiyye*), partagées entre le *sipāhī* et le *sancağbeği*; elles n'étaient appropriées entièrement que par les possesseurs des „*tīmār* libres“. L'auteur énumère les parties composantes de *bād-u havā* en établissant leur signification. Il en a déjà écrit dans un article cité ci-dessus (*Feodalnata renta* . . .).

On a déjà signalé l'article de B. Cvetkova sur le système d'*iltizām* (système de rachat, de concessions à ferme de différents revenus d'Etat), pratiqué jadis dans l'Empire ottoman. Ce système y a joué un rôle important dans le développement des rapports monétaires. Tandis que Cvetkova étudiait la fonction de l'*iltizām* dans la vie économique (financière) de l'Empire durant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, V. Mutafčieva a examiné les formes de ce système, son fonctionnement et ses résultats pendant la période depuis la moitié du XVI^e jusqu'au commencement du XVII^e siècle, dans l'article suivant: *Otkupuvaneto na dāržavnite prihodi v Osmanskata imperija prez XV—XVII v. i razvitiето na paričnite otnošenija* (Istoričeski pregled. XVI/1. 1960, p. 40—74).

Après avoir expliqué diverses significations du terme de *muķāṭa'a* (en règle générale, sous ce terme on comprenait une unité administrative financière formée par certains revenus découlant d'un certain rayon et pour un certain temps, puis le rachat ou l'affermage de ces revenus), l'auteur indique les motifs qui ont contribué à l'introduction de cette institution fiscale dans l'Empire (buts pratiques), puis il essaie d'établir les modes de réalisations des revenus provenant des *muķāṭa'a* (le plus souvent, ils étaient affermés aux enchères). D'après les données concrètes fournies par les matériaux d'archives turcs, il analyse les

muḳāṭa'a attestés en Roumélie dans la deuxième moitié du XV^e et au début du XVI^e siècle, et en constate que, après la conquête des pays balkaniques, ils existaient en Turquie des capitaux considérables, utilisés par les usuriers surtout dans les opérations d'affermage des revenus d'Etat. Il s'en suit que les rapports monétaires y étaient — à cette époque-là — déjà bien développés.

Les fermiers des *muḳāṭa'a* provenaient surtout des éléments locaux non musulmans (Grecs, juifs, quelques Bulgares et Hongrois). Plus tard, on trouve parmi eux un grand nombre de fermiers islamisés, et puis les Turcs eux-mêmes. Au début les fermiers étaient, pour la plupart, des personnes privées, vers la fin du XVI^e siècle c'est l'aristocratie de la cour qui s'intéressait de plus en plus à l'*iltizām*. Il y avait même des familles de fermiers. Dans l'*iltizām*, on se servait souvent d'hommes de paille.

Avec le temps, l'*iltizām* est devenu le système principal de la réalisation des revenus d'Etat, il a contribué beaucoup à l'extension de la corruption dans ce système. Inutile de dire que tout cela se reflétait d'une façon désastreuse dans l'oppression des *ra'āyā* abandonnés à la merci des fermiers.

L'auteur est d'avis que malgré les capitaux considérables placés dans les opérations d'*iltizām*, ceux-ci n'ont pas influencé le processus décomposant des conditions féodales dans l'Empire ottoman, leur fonction étant nettement usuraire; ils ne participaient pas dans le commerce.

En examinant différentes formes de la rente féodale, Mme Mutafčieva s'est arrêtée sur l'une d'entre elles qui, jusqu'à présent, n'était pas étudiée: il est question des achats par contrainte (*iştirā, mubāya'a*) de divers produits destinés aux besoins de l'armée, de la cour et de la Capitale. Elle a traité le problème dans son article *K voprosu o feodal'noj rentě v Osmanskoj imperii. Prinuditel'nyje vykupy v XVII—XVIII v.* (Kratkije soobščeniija Instituta slavjanovedeniija. XXIV. 1958, p. 90—99).

L'auteur y a examiné les achats par contrainte en tant qu'une forme spécifique de la rente féodale perçue par l'Etat. Elle a esquissé les méthodes de l'*iştirā*, puis elle a mentionné les produits que les autorités achetaient par la voie coercitive aux paysans, aux prix bien au-dessous des prix courants, elle a cité les catégories de la population auxquelles les produits étaient achetés, indiqué les prix d'achat, signalé des violences et tyrannies commises à cette occasion. Avec le temps, l'*iştirā* s'est transformé en un véritable impôt; il était pratiqué presque tous les ans. Il a contribué à approfondir la misère des *ra'āyā* et à mettre un frein au développement des forces productrices.

Tous les travaux de Mme Mutafčieva s'appuient sur de nombreuses sources d'archives turques, en grande partie encore inédites. Ils traitent des problèmes historiques qui éveillent un intérêt tout particulier puisqu'il s'agit des problèmes importants dont quelques uns n'ont pas encore été même étudiés. D'autre part, V. Mutafčieva a suggéré une quantité de questions intéressantes qui attendent leur solution. On comprendra que certaines conclusions auxquelles elle est arrivée, certaines suppositions qu'elle a formulées peuvent être considérées comme provisoires: c'est par les recherches ultérieures qu'elles seront, soit confirmées ou complétées, soit modifiées ou corrigées. En tout cas, les travaux de Mme Mutafčieva sont bien documentés et fort instructifs.⁸

Les recherches systématiques de deux jeunes femmes turquisants bulgares, consacrées à l'étude du féodalisme turc-ottoman en Bulgarie, contribuent essentiellement aux progrès de l'historiographie nationale dans un domaine d'études

qui est loin d'être facile. Et comme nous avons déjà fait remarquer plus haut, les résultats des recherches des turquisans bulgares relatives au féodalisme turc-ottoman sont d'une utilité beaucoup plus grande qu'il ne le semble: ceux qui s'occupent de l'histoire du Sud-Est européen sous la domination ottomane doivent les prendre nécessairement en considération.⁹

En étudiant les problèmes du féodalisme turc-ottoman, les chercheurs bulgares prêtent attention aux sources turques qui ont une portée historique particulière: il s'agit des defters (registres) féodaux et fiscaux relatifs au territoire bulgare aux XV^e et XVI^e siècles.

Récemment, dans un petit article intitulé *Novi svedenija za minaloto na bǎlgarski selišta prez XV i XVI v.* (Istor. pregled. XV/6. 1959, p. 77—88), un jeune turquisant bulgare, Rusi S t o j k o v, a analysé quelques defters en vue d'en tirer de nouveaux renseignements sur le passé des villes et villages bulgares auxdits siècles. Il a publié une quantité d'intéressantes données portant sur la géographie historique, sur le nombre et la dislocation des fiefs militaires, sur la structure ethnique des villes et villages, etc. Il s'ensuit que l'exploitation de telles sources historiques, jusqu'ici presque inconnues, promet d'offrir à l'historiographie nationale des matériaux qui rempliront certaines lacunes qui existent dans nos connaissances de l'histoire de la Bulgarie aux premiers siècles de la domination ottomane.¹⁰

Notons encore qu'en Bulgarie plusieurs historiens font des recherches sur les conditions agraires dans le pays à l'époque de la décomposition totale du régime féodal turc au cours du XIX^e siècle. Il est question surtout des travaux de N. Todorov, Str. Dimitrov, F. Milkova, Hr. Gandev, D. Kosev et Ž. Natan. Faute de place, ils n'ont pas été analysés dans cet article. Nous y reviendrons dans une prochaine communication insérée dans le *Sbornik* présent. Toutefois, on en trouvera quelques renseignements dans le *Ježegodnik po agrarnoj istorii vostočnoj Jevropy, II* (Moscou 1960), p. 387—391.

¹ Diamandi A. Ihčiev était, pendant plusieurs années, chargé de l'administration de la collection des manuscrits et imprimés orientaux à la Bibliothèque Nationale à Sofia.

² Il s'agit des articles suivants: *Materiali za istorijata ni pod tursko robstvo* (Izvestija na Istoričeskoto družestvo v Sofija. II. 1906; voir chapitre 4, p. 129—208: *Prava, privilegii i zadälženija na njakoi klasove raja-hristijani, osobeno bǎlgari, prez vreme na turskoto vladičestvo*). — *Privilegii na hristijanite-raja v Osmanskata imperija i njakoi dokumenti vǎrhu tjah* (Minalo. I/1. Sofia 1909, p. 15—37). — *Privilegii na hristijanite — raja v častnite sultanski zemi* (Minalo. I/2, p. 135—141). — *Privilegii na rajata v zemite zaveštani na čestnite gradove Mekka i Medina i dokumenti vǎrhu tjah* (Ibidem, p. 141—156). — *Istoričeski prinos za „vojniganite“ pri turskata vojska ot 1374 dori do 1839 godina-do Tanzimata* (Periodičesko spisanie. LXVI. Sofia, 1905, p. 708—742).

³ On trouvera une liste complète de ses travaux dans la notice biographique sur Ihčiev insérée dans la revue *Izvestija na Istor. družestvo v Sofija*. XIV—XV. 1937, p. 186—194.

⁴ Voir, par exemple, Ž. Natan, *Marksistko-leninskoto učenje za obštestveno-političeskite formacii*. Sofia 1949, p. 235—236. — *Vizantijskij vremennik*. VII. Moscou 1953, p. 34. — *Osvoboždénije Bolgarii ot tureckogo iga*. Moscou 1953, p. 141—142. — *Izvestija na Instituta za bǎlgarska istorija*. VI. Sofia 1956, p. 118—119. — *Ježegodnik po agrarnoj istorii vostočnoj Jevropy*. II. Moscou 1960, p. 382—384.

⁵ Quelques observations critiques ont été formulées par N. Todorov (*Ježegodnik...*, p. 384—386).

⁶ Cf. *Istoričeski pregled*. XV/2. 1959, p. 94—103; *Ježegodnik...*, p. 385—386. Voir la réplique de Cvetkova dans *Istor. pregled*. XVI/1. 1960, p. 98—109.

⁷ En bulgare, le mot turc *çiftlik* est employé couramment sous la forme de *tahtiflik*.

⁸ Mme Mutafčieva est l'auteur d'autres études traitant divers aspects des conditions féodales en Bulgarie à l'époque de la domination turque. Au moment où cet article était sous presse, elles ne nous sont pas encore parvenues. C'est pourquoi nous allons en signaler au moins les titres, leur analyse étant réservée pour la deuxième partie de cet article qui paraîtra dans un prochain volume du Sbornik:

Za priloženieto na robskija trud v osmanskoto stopanstvo prez XV—XVI v. (Sbornik v čest na Marin Drinov, Sofia 1960.) — *Kām vāprosa za sātava i oblika na osmanskata feodalna klasa prez XV—XVI v.* (Istor. pregled. XVII/6. 1961.) — *Roljata na vakāja v osmanskata gradska ikonomika prez XV—XVII v.* (Izvestija na Institut za istorija. X. Sofia 1961.) — *Feodalnīte razmīriči v Severna Trakija prez kraja na XVIII i načaloto na XIX v.* (Sbornik Paisij Hilendarski i negovata epoha.) — *Materiali za etnografijata i toponimijata na bālgarskite zemi prez XV—XVII v.* (Izvestija na Instituta po etnografija. Sofia.) — *Hasovete na velikija vezir Sinan paša* (paraft dans un Sbornik publiē par Institut vostokovedēnija AN SSSR). — *Agrarnīte otnošenija v Osmanskata imperija prez XV—XVI v.* (Sofia 1962, pp. 264.) — *Mjulk-sahibīte* (Istorīeski pregled. XVII). — *Kām vāprosa za položenieto na vojnuškoto naselenie v bālgarskite zemi prez XVI—XIX v.* (Izvestija na Dāržavnata biblioteka „Vasil Kolarov“. Sofia 1952). — *Edin neizdaden zakon za nikopōlskite i sīlistrenskite vojnuči ot XIV v.* (ibidem, 1953). — V. Mutafčieva est aussi l'auteur des chapitres *Turskijat feodalizm v bālgarskite zemi prez XV—XVII v.*, insérés dans la nouvelle édition de l'Histoire de la Bulgarie (Istorija na Bālgarija. I. Sofia 1961). — Mutafčieva a pris part à l'élaboration du recueil *Iz istorijata na bālgarīte mohamedanī v Rodopīte*, paru en 1958. — Elle a participé aussi à la traduction des textes turcs, publiés dans le recueil déjà cité *Turski izvori za istorijata na pravoto v bālgarskite zemi* (I. Sofia 1961).

⁹ On rappellera que d'autres turquisants bulgares et étrangers ont contribué à l'étude des conditions féodales en Bulgarie sous la domination ottomane: en effet, ils ont publié un grand nombre de matériaux d'archives turcs relatifs à l'histoire de la Bulgarie, dans lesquels on trouvera, entre autre, biens des détails ayant trait aux problèmes du féodalisme turc. (Voir *Przeglad Orientalistyczny*. Nr. 3 (19). 1956, p. 369—378; *Sovetskoje vostokovedēnija*. No 4. 1958, p. 137—145.)

¹⁰ R. Stojkov a encore publié deux études, dans lesquelles il aurait ramassé un grand nombre de matériaux toponymiques — noms des localités bulgares attestées dans les documents turcs des XV^e, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles: *Naimenovanija na bālgarski selīsta v turski dokumenti na Orientaliskija otdel na Narodnata biblioteka „Vasil Kolarov“ ot XV—XVIII v.* (Izvestija na Nar. biblioteka, 1959). — *Selīstni imena v zapadnata polovina na Bālgarija prez XVI v.* (Ezikovedsko-etnografski izsledvanija v pamet na akad. St. Romanski. Sofia 1960).

STUDIUM OSMANSKO-TURECKÉHO FEUDALISMU V BULHARSKÉ HISTORIOGRAFII

Bulharská historiografie věnuje v posledních letech přiměřenou pozornost studiu feudálního vývoje v zemi v době turecké nadvlády. Domácí badatelé se opírají při svém bádání především o turecké prameny.

D. Ichčev, G. Gālābov, B. Nedkov, B. Cvetkovová, V. Mutafčieva a R. Stojkov uveřejnili řadu prací, v nichž pojednávají o různých otázkách z turecko-bulharské feudální problematiky: všimají si feudálních institucí, struktury feudální společnosti, feudální pozemkové držby, feudálního vykořisťování (feudální renty), fiskální politiky, národnostní a náboženské diskriminace bulharských poddaných, náboženských nadací (vakufů) aj. Zároveň se účastní i vydávání tureckých pramenů se zvláštním zřetelem na feudální problematiku.

O dalších autorech a jejich pracích bude řeč v druhé části této studie, která vyjde v některém z příštích čísel Sborníku.